

Ateliers de dialogue Recherche-Action-Expertise regards Nord-Sud



coordonnés par
Jean-Jacques Guibert,
LISST – CIEU
MSHT – Université Toulouse II-Le Mirail



Les relations entre experts, chercheurs et acteurs associatifs face au développement des organisations collectives d'agriculteurs dans les filières agricoles ?

**Cahier des Ateliers de dialogue
Recherche-Action-Expertise**

1

Édité par
Alain Bonnassieux & Pierre Triboulet



Cette publication émane de l'Atelier de dialogue « Quelles relations entre experts, chercheurs et acteurs associatifs face au développement des organisations collectives d'agriculteurs dans les filières agricoles ? », organisé le 3 novembre 2011 à la Maison de la recherche de l'Université de Toulouse II-Le Mirail.

Cet Atelier et la présente publication ont bénéficié du soutien financier de la Maison des sciences de l'homme et de la société de Toulouse (MSHS-T) et du Programme pour et Sur le développement régional (PSDR3) en Midi-Pyrénées, cofinancé par la Région Midi-Pyrénées, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) TOULOUSE AGRICAMPUS.

Directeur de la publication - Jean-Jacques Guibbert

Éditeurs du cahier n°1 - Alain Bonnassieux et Pierre Triboulet

Conception et réalisation graphique - Yaël Kouzmine (INRA)

Conception graphique de la couverture - Benoît Colas (UTM / CPRS - UMS 838)

Avec le soutien de Céline Pottier (MSHS-T)

Crédits photographiques de couverture - © Christophe Maître (INRA), Pierre Triboulet et Alain Bonnassieux.

Pour citer ce document

Alain Bonnassieux & Pierre Triboulet (eds.), 2012. *Les relations entre experts, chercheurs et acteurs associatifs face au développement des organisations collectives d'agriculteurs dans les filières agricoles ?*, Les Cahiers des Ateliers de dialogue Recherche-Action-Expertise, Cahier n°1, MSHS-T / INRA, Toulouse, 54 p.



P 3

Introduction

Alain Bonnassieux et Pierre Triboulet

P 9

Faire de la recherche et pratiquer l'expertise dans une logique d'accompagnement

Denis Pesche

P 19

La recherche-action

Guy Faure

P 25

Relation entre experts, chercheurs et organisations paysannes dans la construction d'un argumentaire pour la défense de l'exploitation familiale : le cas du Sénégal

Loic Barbedette

P 33

Chemin d'une recherche action pour le développement de coopérations locales autour des circuits alimentaires territorialisés

Sandrine Fournié

P 43

Chercheurs, experts et responsables associatifs : des logiques opposées ou complémentaires ?

Quelques réflexions à partir de l'observation d'une trajectoire professionnelle et d'une recherche sur l'émergence d'une organisation d'éleveurs au Bénin

Alain Bonnassieux

P 53

Parcours d'auteurs...

Chemin d'une recherche action pour le développement de coopérations locales autour des circuits alimentaires territorialisés

Sandrine Fournié
SICASELI - Fermes de Figeac
INRA, UMR Innovation

Dans les pays du Nord, les organisations agricoles sont confrontées à des changements de paradigme productif, à l'évolution des politiques publiques et aux nouvelles attentes des consommateurs. Elles sont interpellées sur leurs capacités à mettre en œuvre des pratiques plus respectueuses de l'environnement et à améliorer la qualité des produits.

Les circuits courts alimentaires trouvent dans ce contexte un regain d'intérêt et un nouvel essor. Des initiatives et des innovations émergent et se développent, en France (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - AMAP -, magasins de producteurs), mais aussi aux États-Unis, au Canada (Raymond & Mathé, 2010) ou au Japon (Tekei). Ces « alternatives » se déploient généralement en marge des systèmes dominants, les formes « traditionnelles » de vente directe étant restées assez peu considérées par le secteur agricole et les politiques publiques français, jusqu'à la qualification officielle des circuits courts en 2009 par le ministère de l'Agriculture et leur reconnaissance au travers de politiques de développement. Toutefois, les moyens restent limités au niveau national et laissent aux acteurs des territoires le choix de soutenir le développement de ces initiatives¹. Sur le terrain, les acteurs économiques se trouvent pris entre les logiques de *Marché* (enjeu économique des unités de production) et de *Territoire* (enjeu collectif de développement local), qui peuvent

présenter des contradictions ou constituer des injonctions paradoxales. Cependant, certains d'entre eux défendent l'idée qu'il est possible de tirer parti des différentes connaissances et compétences développées dans les deux approches et de s'appuyer sur leurs complémentarités pour répondre à ces enjeux.

Positionnés au carrefour de ces problématiques, ces acteurs tentent de dépasser les rivalités sources de tensions et de conflits pour refonder une dynamique collective associant les acteurs non agricoles (publics et civils) plus favorable au développement local autour d'objectifs liant agriculture, alimentation et territoire. Cette position engage alors les acteurs à réfléchir aux modalités d'analyse, de décision et d'action collective innovantes à mettre en œuvre. C'est dans ce contexte que la coopérative Sicaseli – Fermes de Figeac a mobilisé la recherche via un projet de thèse en entreprise en sociologie de l'innovation pour suivre cette dynamique et aider à construire *une gouvernance alimentaire en Pays de Figeac*.

I - La demande du terrain : une coopérative porteuse d'un projet territorial

La Sicaseli – Fermes de Figeac est une coopérative d'approvisionnement et de services agricoles, qui compte 650 adhérents (2 000 à son origine en 1985). Elle a fait le choix de maintenir une activité locale pour répondre aux besoins spécifiques de l'agriculture du Ségala Limargue lotois (territoire rural de moyenne montagne croisant celui du Pays de Figeac), essentiellement orientée sur la valorisation de systèmes d'élevage bovin viande et bovin lait. Alors que le secteur agricole s'organisait essentiellement autour d'approches filières ou métiers, la Sicaseli s'est

1. Chiffolleau Y., 2011. « Développer et organiser des circuits courts et de proximité dans les territoires : initiatives en cours et enjeux », Séminaire « Circuits de proximité, un enjeu pour le développement des territoires ? », 12-13 mai 2011, Réseau rural Midi-Pyrénées.

Ministère de l'agriculture et de la pêche, 2009. Renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs, Plan d'action pour développer les circuits courts.

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche de la ruralité et de l'aménagement du territoire, 2011. Programme national pour l'alimentation, Loi de modernisation agricole.

Réseau rural Français, 2011. Groupe valorisation des ressources locales, agriculture et alimentation, Résultats des travaux de la période 2009-2011.

aussi appuyée sur certaines opportunités du contexte local pour fonder une stratégie territoriale et développer des capacités d'innovation. Elle a fait le choix de diversifier ses activités de services (stockage et rations aliments, Cuma, accompagnement de projets), de commercialisation (magasins LISA, rayon produits locaux, boucheries) et de production d'énergies renouvelables (solaire et bois, éolien en projet). Impliquée dans des dynamiques locales depuis les années 1990 (club d'entreprise, association de développement du Pays de Figeac, gestion territoriale

territoire, même si cela reste symbolique au regard du volume produit par la *Ferme Ségala Limargue*.

Un exercice de prospective « Agriculture 2020 en Ségala Limargue » a été mené en 2009. Constat fut fait d'une situation locale proche d'une rupture économique et démographique pour l'agriculture et le territoire :

- évolution des marchés vers une compétitivité accrue liée aux dérégulations politiques publiques ;
- diminution du nombre d'exploitations de l'ordre de 30 % tous les 10 ans, la surface agricole utile (SAU) totale étant cependant maintenue par l'agrandissement des exploitations restantes ;
- et besoin de renouvellement des actifs d'une population agricole dont 40 % des chefs d'exploitation ont plus de 55 ans.

Ces constats sont repris par la coopérative qui revendique l'intérêt « sociétal » de l'agriculture de son territoire :

- pour le développement et la vitalité d'un territoire rural : dynamisme économique, valorisation patrimoniale, alimentation de la population, lien social, etc. ;
- pour la société en général par les fonctions productives (nutrition, énergie), patrimoniales (matérielle et culturelle) et de loisirs, qui font vivre les territoires ruraux et auxquelles les activités agricoles participent.

Suite à cette prospective, la coopérative affirme son orientation territoriale qu'elle consigne dans son projet

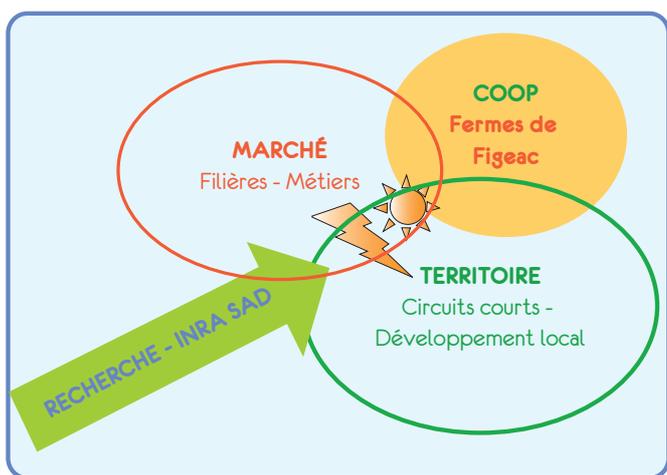


Figure 1. A la recherche de complémentarités entre approches « Marché » et « Territoire » pour l'innovation

des emplois et des compétences), elle continue de chercher de nouvelles valeurs ajoutées pour l'agriculture et le territoire du Ségala Limargue et souhaite renforcer ses activités « alimentaires » (distribution, traiteur, etc.). Elle interroge les possibles démarches territoriales autour du lien entre agriculture, territoire et alimentation, permettant de valoriser les complémentarités aux dépens des conflits potentiels entre Marché et Territoire.

I.1 - Pour affirmer l'ancrage territorial de la coopérative... et de l'agriculture

Ces dernières décennies, l'agriculture du Ségala Limargue s'est modernisée et spécialisée dans les productions d'élevage bovin viande et bovin lait. Les activités agricoles diversifiées et en circuits courts ont subi un déclin et comptent à présent seulement une trentaine de producteurs sur la zone. Elles trouvent cependant aujourd'hui un regain d'intérêt et peuvent profiter d'un mode de commercialisation innovant au sein des magasins agricoles de la coopérative avec un marquage de produits locaux identifiés par une charte « Sens du Terroir ». La coopérative développe également une initiative originale de boucherie traditionnelle valorisant les productions animales qui n'étaient presque plus distribuées sur le

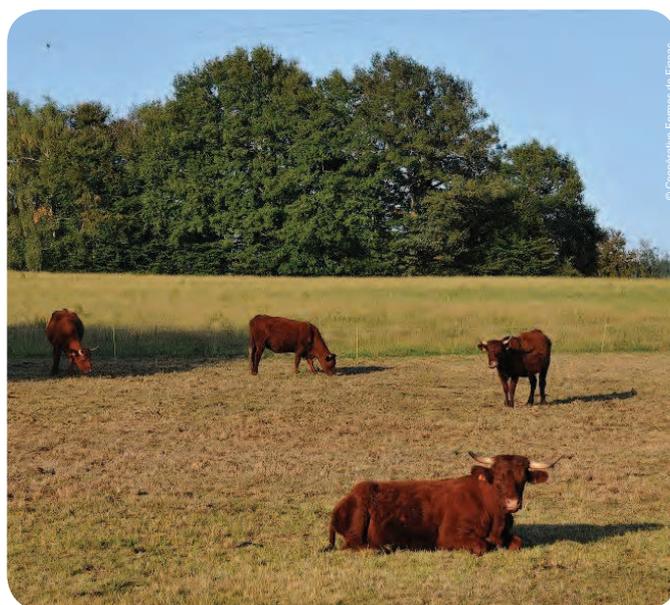


Photo 1. Pâturage - vaches salers, Ségala lotois

stratégique « Changement de Cap »² dans l'objectif de : « contribuer dans la durée au développement d'une agriculture gestionnaire du vivant à haute valeur ajoutée, innovante et ouverte aux autres, pour promouvoir depuis son territoire un développement durable au service de tous les hommes ».

Le projet se décline autour de différents axes dont un autour d'une « gouvernance alimentaire territoriale » pour développer les circuits courts. Elle cherche à promouvoir un nouveau modèle de développement agricole durable autour de ce qui serait plus pertinent de nommer circuits alimentaires territorialisés ; combinant les atouts des filières organisées selon une approche Marché (compétences, outils, structures) et ceux des circuits courts (sens, spécificités, innovations) selon une approche Territoire : « Ce n'est pas l'un ou l'autre, mais l'un avec l'autre » (Président de la Sicaseli, 2011).

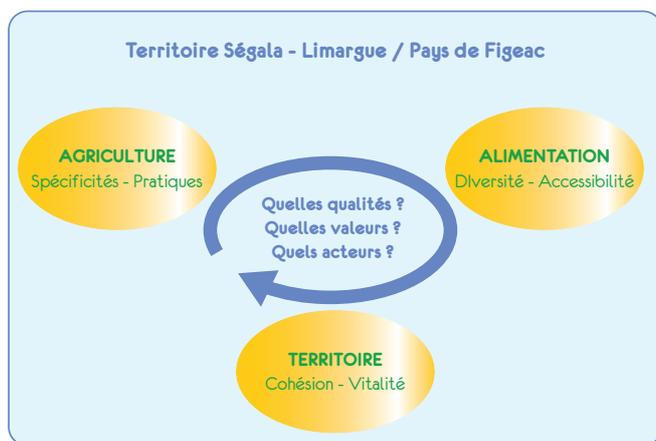


Figure 2. Enjeux et questionnements des acteurs

Pour renforcer la légitimité de cette orientation, les dirigeants de la coopérative s'appuient sur la pertinence des outils coopératifs dont ils revendiquent les atouts et les valeurs, et s'inspirent du succès de certaines initiatives territoriales (Méné, Aubrac et Guérande). Ils questionnent les formes de coopérations territoriales à imaginer et à construire, de gouvernance alimentaire définie ici comme une démarche associant les différents acteurs du territoire, économiques, publics et civils œuvrant et concernés par l'agriculture et l'alimentation pour mieux appréhender les enjeux locaux et accompagner une dynamique territoriale capable de répondre et de s'adapter à un contexte complexe et évolutif.

I.2 - Pour une dynamique partagée avec les autres acteurs du territoire

Les dirigeants soutiennent l'idée que la dynamique à enclencher doit être partagée avec les autres acteurs locaux. En 2009, ils interpellent l'association de développement du Pays de Figeac en charge d'animer le développement du territoire, investie dans l'attractivité du territoire (tourisme, cadre de vie) et dans le développement économique (services et accompagnement des Très Petites Entreprises notamment).

Déjà sensible aux questions agricoles et alimentaires, l'association s'engage dans l'animation d'une dynamique locale autour de la question de l'alimentation, car c'est une question qui « touche tout le monde ». La démarche rassemble aujourd'hui sept familles d'acteurs (producteurs, consommateurs, distributeurs, restaurateurs, métiers de bouche, associations et collectivités) invitées à participer à ce projet que l'association souhaite le plus partagé possible. L'initiative « Terres de Figeac, Mêlée Gourmande »³ inscrit en son nom l'image symbolique des trois terroirs différents et de la diversité des acteurs qu'elle invite à « faire équipe » autour de l'alimentation, mais aussi plus largement des enjeux de développement du territoire : transmission, développement des compétences, attractivité, qualité paysagère ou cohésion. Pour avancer sur un tel projet, les acteurs ne trouvent pas de solutions éprouvées répondant à l'ensemble de leurs objectifs, même si des dispositifs « participatifs »



Photo 2. Grillades des éleveurs

2. SICASELI et Sol et Civilisation, 2010. Projet d'engagement de la Sicaseli pour l'innovation territoriale sur le Pays de Figeac, document interne, janvier 2010.

3. Association de développement du Pays de Figeac, 2011, Terres de Figeac, Mêlée Gourmande, Document fondateur, consulté sur www.pays-figeac.fr/1-21625-Le-document-fondateur.php, le 17 janvier 2012.

sont expérimentés par ailleurs. Ils sont donc amenés à construire leur propre cheminement. Ils participent à différentes initiatives et réflexions en matière de « circuits alimentaires de proximité » (notamment celles menées avec le Réseau rural régional de Midi-Pyrénées⁴) et de dynamiques coopératives (coopérative de consommateurs au Japon, mouvement québécois de la coopération, Économie sociale et solidaire, Mouvement des entrepreneurs sociaux).

I.3 - Alliances et réseaux en évolution

La dynamique territoriale s'engage en 2010. L'association de développement du Pays de Figeac, légitime dans sa compétence d'animation, s'est dotée d'expertise et a pris le pilotage d'une démarche territoriale. Elle a développé un espace d'échanges rassemblant les acteurs locaux afin de proposer des actions collectives et favoriser les synergies.

Sur le terrain, il se construit ainsi un processus collectif, un réseau d'acteurs dynamique au sein duquel les échanges, alliances, partenariats, participations évoluent : la coopérative a été moteur pour rendre compte des problématiques agricoles et alimentaires locales avant de se positionner comme acteur opérationnel au même titre que les autres acteurs ; l'association du Pays a pris le relais pour mobiliser les acteurs et animer une démarche territoriale ; les sept familles d'acteurs échangent, construisent leur charte d'engagement et commencent à apporter des ressources (matérielles et immatérielles). La formalisation de la démarche « Terres de Figeac » est progressive au travers de chartes, schémas de

gouvernance et actions collectives. Le réseau s'élargit aux interactions avec d'autres territoires et initiatives ayant des questionnements similaires et avec des institutions régionales dont le Réseau rural régional (copiloté par les services de la Région Midi-Pyrénées et ceux de la Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt). Un séminaire régional autour des circuits de proximité a rassemblé un peu plus de 200 participants locaux et nationaux pour approfondir les quatre thèmes de travail du Réseau rural régional : articulation offre/demande, métiers et compétences, développement agricole et installation, gouvernance et synergies territoriales.

C'est pour « *prendre du recul et voir plus large* », que les acteurs ont souhaité associer la recherche pour suivre le processus en œuvre sur le terrain, appréhendé comme un système alimentaire localisé et analysé comme un réseau sociotechnique en évolution autour du lien entre agriculture, alimentation et territoire.

II - Propositions de recherche en sociologie et premiers travaux

La direction de la coopérative cherche à positionner une stratégie coopérative ancrée sur son territoire avec un axe autour de *circuits alimentaires territorialisés*, dépassant le clivage circuits courts/filières et favorisant les synergies entre acteurs locaux. L'opportunité d'une collaboration entreprise-recherche autour d'un dispositif Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche) semble donner un cadre de travail pertinent pour cette problématique et le projet s'inscrit dans le cadre d'une « recherche-action » avec le département Sciences pour l'action et le développement (INRA-SAD) et l'Unité mixte de recherche (UMR) Innovation.

La volonté des acteurs est de construire une forme de gouvernance alimentaire territoriale, ouverte aux différents acteurs locaux et favorable à l'innovation (adaptation dans un contexte complexe et évolutif). La recherche-action permet de croiser ces problématiques de terrain avec des questionnements scientifiques. Ici, ils interrogent les Systèmes agro-alimentaires locaux (approches SYAL) et les processus d'innovations territoriales (dynamiques d'apprentissage et d'actions collectives) autour du lien agriculture, alimentation et territoire sous l'éclairage de la sociologie de l'innovation et de l'acteur-réseau (Callon, 1986 ; Callon et al., 2001).

II.1 - Concepts pour comprendre les dynamiques agroalimentaires localisées



Photo 3. Soirée débat « Les Paniers de biens et de services », 2011

4. Cf. Bouvier & Bardy (à paraître). Par ailleurs, les contenus du séminaire « Circuits de proximité, un enjeu pour les territoires ruraux ? » sont disponibles sur : www.reseaurural.fr/region/midi-pyrenees/seminaire2011.

Sur le terrain les premières initiatives visent à interpeller et mobiliser les différents acteurs concernés par les circuits alimentaires.

Les lectures s'orientent vers les approches SYAL pour problématiser le contexte et caractériser les dynamiques agroalimentaires à l'œuvre sur le territoire. De nombreuses approches et méthodes sont mobilisables dans ce but, comme le montre l'abondante littérature sur les SYAL (Canada & Muchnik, 2011; Fourcade, 2006), sur les démarches AOC et *Paniers de Biens* (Mollard & Pecqueur, 2007), ou sur les Systèmes Productifs Locaux (SPL), districts et clusters (Grossetti, 2004).

Canada et Muchnik (2011) replacent les SYAL dans l'évolution générale des systèmes agroalimentaires, au carrefour d'une forte évolution économique et de nouveaux enjeux alimentaires et environnementaux. La globalisation des marchés se caractérise par une concentration des organisations (comme observées dans la coopération agricole (Filippi, 2004), sous l'impulsion des grandes firmes de l'agro-alimentaire et de la grande distribution, se traduisant par une standardisation des produits et des marchés. Elle a permis de fortes économies d'échelles (stratégie dite de *Price leadership*), mais a diminué la capacité de négociations des producteurs de commodités. Les SYAL représentent des alternatives à ces systèmes, fondés sur la valorisation de la spécificité et de la qualité des produits. L'alliance Hommes - Identité - Territoire - Produits y a un rôle de catalyseur, fondant un actif spécifique idiosyncrasique de type bien commun. Les consommateurs y ont une place importante : leurs compétences contribuent au « *maintien et à la diffusion d'aliments patrimoniaux* » (Muchnik & Chabrol, 2011). Les études portant sur les SYAL s'intéressent aux modalités d'organisation et de gouvernance de ces systèmes : activation des ressources, coordination, gestion collective. Elles visent à appréhender l'ensemble des activités qui mobilisent la référence au territoire comme

espace vécu (économiques, culturelles, récréatives) et les synergies entre ces activités permettant de renforcer l'ancrage territorial et la valorisation des produits, à l'image du modèle de *Panier de Biens* (Mollard & Pecqueur, 2007). Elles indiquent aux acteurs du Pays de Figeac que le territoire détient des ressources locales intangibles mais mobilisables (patrimoine Écrin, savoirs) ainsi que des ressources latentes à révéler (pas de production « phare » reconnue, mais des productions estimées « de qualité », inscrites dans une histoire qui « a du sens »). Les analyses sur la territorialisation proposées par Pecqueur font état de valeurs ajoutées économiques (rente, patrimonialisation) d'une telle dynamique. L'implication de différents acteurs privés et publics vient légitimer et renforcer la reconnaissance et la valorisation finale des produits.

Sur le terrain, l'intérêt est fort pour ces approches qui donnent des perspectives économiques, car « *la validité économique est indispensable à tout le reste* ». Reste à caractériser les « *qualités nouvelles et spécifiques* » auxquelles les productions agricoles du Ségala Limargue répondent et à organiser les dispositifs de promotion. La participation de l'association de développement du Pays de Figeac et la mobilisation des acteurs dans la démarche « *Terres de Figeac, Mêlée gourmande* » offrent de bons supports dans cette perspective et interrogent les capacités des acteurs à agir et à innover ensemble.

II.2 - Vers une grille d'analyse croisant les problématiques « Marché » et « Territoire »

Une première grille comparative des cadres d'analyse des problématiques « Marché » et « Territoire » peut être proposée et mise en perspective dans le cadre

	Approche type " Marché "	Approche type " Territoire "
Stratégie dominante	Price Leadership	Valeur ajoutée
Modèles d'organisation	Sectorielle	Collective, gouvernance
Régulations	Macro-sociales (marchés, loi, normes, de contrôle)	Micro-sociales (spécifiques, de proximité, réseaux)
Productions	Standardisées, de masse	Diverses et spécifiques
Modes de coordination	Concurrentiels	Complémentaires
Ressources	Génériques	Spécifiques
Acteurs	Économiques, Acteurs professionnels	Économiques (privés), publics, civils, Acteurs professionnels et usagers
Conventions	Marchand - Industriel	Civique (Patrimoine) - Domestique (Réseau), Inspiration (Innovation), Opinion (Image)
Impacts	Compétitivité, économies d'échelle	Valorisation " produit " / " territoire "
Compétences	Compétences professionnelles formelles	Compétences professionnelles, usagères localisées
Apprentissages collectifs	Professionnels, entre pairs	Résiliants, multi-acteurs
Innovation collective	Connaissances théoriques et empiriques de force et de conflit	Connaissances différenciées ou différentielles, interactions, partage d'informations et de ressources
Bilan et perspectives pour le terrain	Modèle éprouvé, lisible, évalué	Complexe, en construction, à évaluer

Tableau 1. Synthèse des approches différentes notables entre les problématiques Marché et Territoire⁵

5. À partir de ressources bibliographiques : Aloisi de Larderel (2006), Canada & Muchnik (2011), Callon et al. (2001), Chazoule & Lambert (2007), Colletis-Wahl (2008), Darré (1999), Dubuisson Quellier (2008), Fort et al. (2007), Filippi & Triboulet (2006), Grossetti (2004), Le Velly & Brechet (2011), Moiti Maïzi & Bouche (2011), Pecqueur (2006),

Rastoin (2008), Tanguy (2000), Teisserenc (1994), Torre (2009) et Vandecandelaere & Touzard (2005).

coopérative et modalités d'apprentissage rapports de forces et conflits versus agencement des différences et complémentarités.

La seconde organisation favorisant les interactions, le partage d'informations et de ressources apparaît plus propice à l'innovation collective, sous certaines conditions de valorisation commune, sécurisation des acteurs, état de confiance.

II.3 - Pour une analyse des dynamiques sociales et des changements

Colette Fourcade (2008) résume bien la variété des stratégies spécifiques des SYAL, dans le scénario « entre global et local », ils « constitueraient des formes originales de coopérations fondées sur des dynamiques territoriales novatrices, permettant aux acteurs de ces organisations une insertion dans un environnement mondialisé ». Mais dans le cas de cette étude, ils ne suffisent pas pour autant à répondre à tous les objectifs des acteurs :

- ils n'interrogent pas directement la dynamique « en train de se faire » ;
- ils ne s'intéressent pas à ceux qui sont exclus du dispositif, tant du côté des producteurs que des consommateurs, comme inscrits dans les ambitions « Au service de tous les hommes » pour la coopérative, un territoire où « chacun puisse se nourrir convenablement de produits cultivés, élevés et travaillés sur le territoire » pour le Pays de Figeac ;
- ils n'expliquent pas non plus les configurations sociales (systèmes d'action, stratégie des acteurs, réseaux) qui sous-tendent les dispositifs et qui ont un impact majeur sur la cohésion, les rapports de forces, la pérennité et les capacités d'innovations de ces dispositifs.

La recherche en sociologie de l'innovation s'intéresse à ces questions en proposant de nouvelles clés pour construire des liens réduisant l'exclusion et optimisant la complémentarité entre acteurs, objets et domaines d'action (Chiffolleau, 2009).

Il s'agit à présent de suivre une démarche permettant de mieux appréhender :

- les systèmes d'acteurs au regard de la sociologie de l'action organisée (Crozier et Friedberg, 2000) pour comprendre et analyser les stratégies et actions collectives en cours;
- les dynamiques propres aux réseaux sociaux de groupes professionnels localisés et groupes stratégiques (Darré, 1997 ; Lazega, 1998) ;
- et enfin les capacités d'innovation et d'action du territoire à la lumière de la sociologie de l'innovation et de l'acteur-réseau (Callon, 1986 ; Callon et al., 2001) déjà mobilisées dans différents travaux du monde agricole (Barbier, 1998 ; Chiffolleau, 2005 ; Allaire & Wolf, 2004).

En ce sens, les premières initiatives engagées sur le terrain ont visé à mobiliser les acteurs autour d'une démarche territoriale et participé à la phase de problématisation et d'intéressement dans la perspective de construction de nouveaux réseaux autour du lien entre agriculture, alimentation et territoire.

Conclusion : le chercheur dans une situation d'innovation en train de se faire

L'étude des SYAL et systèmes apparentés est utile pour problématiser une partie des attentes des acteurs, mais insuffisante pour accompagner la dynamique d'innovation recherchée. Le projet de thèse s'intéressant aux

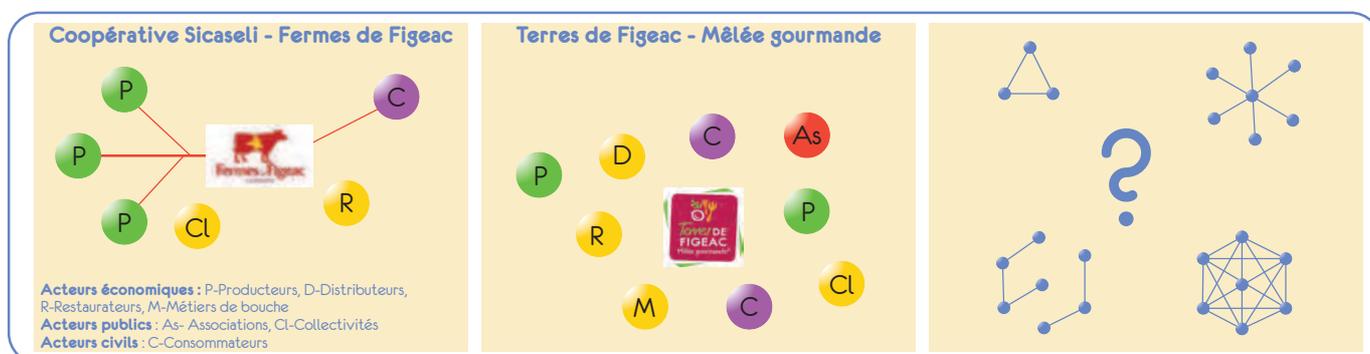


Figure 4. De la mobilisation des acteurs du territoire aux capacités de coopération et d'innovation

configurations sociales d'une gouvernance alimentaire propose de doubler l'approche SYAL d'une analyse des dynamiques sociales du changement sous le regard de la sociologie de l'innovation avec un ancrage dans la *théorie de l'acteur-réseau* (Law & Hassard, 1999). Mais cela pose aussi la question du mode de recherche dans la mesure où le chercheur est « dans et acteur de » la situation qu'il étudie au sein d'ordres socio-économiques souvent fondés, dans le monde agricole, sur des couplages entre monde économique et régime d'innovation polarisant (Aggeri & Hatchuel, 2003).

Dans la continuité des travaux de Jean-Pierre Darré, pour qui les acteurs « n'attendent pas la recherche pour innover », le chercheur en recherche-action aide les acteurs à formuler leurs problèmes, à inventer des solutions qui s'appuient sur leurs capacités endogènes. Il participe aussi à faciliter l'expression de tous et notamment des entités peu reconnues, volontairement exclues ou simplement ignorées (Chiffolleau, 2009). Dans le présent projet, une première phase d'identification des problèmes et de mobilisation des acteurs a été réalisée en immersion avec la difficulté de répondre aux attentes de l'entreprise et aux obligations de la recherche. Une deuxième phase de prise de recul a été nécessaire pour stabiliser la problématique et élaborer une démarche d'investigation de la preuve. Il s'agit de maintenir le cap autour des objectifs initiaux et d'identifier des points d'entrée pertinents entre les différentes questions que se posent les acteurs dans l'action et l'objet de recherche qui n'est pas donné mais se construit. Nous prolongeons là une ambition portée par le département SAD de l'INRA de développer des recherches ayant pris sur les changements en cours dans les agricultures des pays industriels (Cerf et al., 2000).

Entrel'entrepriseetlarecherche,lechercheurenrecherche-action évolue dans des constructions sémantiques et temporelles différentes. Cette position implique un effort permanent de traduction et de coordination souvent sous-estimé notamment dans l'étude d'un processus en cours (Lemery et al., 1997 ; Soulard et al., 2007). Mais au-delà du chercheur, elles questionnent et invitent la science et la technique à la construction d'une interface de compréhension, de collaboration, de confiance et de reconnaissance réciproque (Barbier, 2010).

En conclusion, la question soumise à la recherche porte sur le travail d'articulation entre les formes de gouvernance alimentaire en constitution et les processus d'innovation agricole et territoriale. Il nous revient de penser le dispositif capable de gérer cette zone frontière (Barbier, 2004) et de rendre actionnable la pensée issue de notre travail de recherche-action.

Bibliographie

Aggeri F. & Hatchuel A., 2003. « Ordres socio-économiques et polarisation de la recherche dans

l'agriculture : pour une critique des rapports science/société », *Sociologie du Travail*, 45(4), pp. 113-133.

Allaire G. & Wolf S., 2004. « Cognitive Representations and Institutional Hybridity in Agrofood Systems of Innovation », *Science, Technology and Human Values*, 29(4), pp. 431-458.

Aloisi de Larderel J., et al., 2006. « Des pratiques autonomes des entreprises aux systèmes de régulation à multiples parties prenantes », *Entreprises et histoire*, 4/2006, (n° 45), pp. 142-156.

Barbier M., 1998. *Pratiques de recherche et invention d'une situation de gestion d'un risque de nuisance : d'une étude de cas à une recherche-intervention*, Thèse en Sciences de Gestion, INRA SAD Systèmes agraires et développement, Paris, 420 p.

Barbier M., 2004. « Management Setting as a dynamic and performative: agency of actors, objects and rules », *Proceedings of the 20th Colloquium of European Group of Organization Studies (EGOS)*, Ljubljana, Slovenia, 1-3 July.

Barbier M., 2010. « The ecologization of agricultural development and the treadmill of sustainable development, a critique in a state of transition », *Przegląd Socjologiczny (Sociological Review)*, 59(2), pp. 9-28.

Boltanski L. & Thevenot L., 1987. *Les économies de la grandeur*, Numéro des Cahiers du Centre d'études de l'emploi, Paris, PUF, 361 p.

Bouvier F. & Bardy D., (coord.), à paraître. *Circuits de proximité : un enjeu pour le développement des territoires ? Figeac mai 2011* », Éditions La Librairie des territoires.

Callon M., 1986. « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, n° 36, pp. 169-208.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 358 p.

Cañada J.-S. & Muchnik J. 2011. « Introduction : Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés », *Économie Rurale*, n°322, pp. 4-10.

Cerf M., Gibbon D., Hubert B, Ison R., Jiggins J., Paine M., Proost J., Roling N., 2000. *Cow up a tree: Knowing and learning for change in Agriculture. Case Studies from Industrialised Countries*, Paris, INRA - Éditions, 449 p.

Chazoule C., Lambert R., 2007. « L'émergence des appellations d'origine au Québec. Naissance d'une nouvelle convention de qualité », *Économie Rurale*, n°299, pp. 24-41.

Chiffolleau Y., 2009. « La sociologie des réseaux au service d'une recherche engagée, retour sur un travail d'équipe en viticulture languedocienne », in Beguin P. et Cerf M. (eds), *Dynamique des savoirs, dynamique des changements*, Éditions Octares, pp. 111-127.

Chiffolleau Y., 2005. « Learning about innovation through networks: the development of environment-friendly viticulture », *Technovation*, 25(10), pp. 1193-1204.

Colletis-Wahl K., Peyrache-Gadeau V., Serrate B., 2008. « Introduction générale. Les dynamiques territoriales : quelles nouveautés ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2/2008, pp. 147-157.

- Crozier M. & Friedberg E., 1992. *L'acteur et le Système*, 1^{ère} éd. 1977, Points, 500 p.
- Darre J. P., 1997. *L'invention des pratiques dans l'agriculture, vulgarisation et production locale de connaissance*, Karthala, 194 p.
- Darre J-P., 1999. « La production de connaissance dans les groupes locaux d'agriculteurs », in Chaveau J.P. et al., *L'innovation en agriculture, Questions de méthodes et terrains d'observation*, pp. 93-112.
- Dubuisson-Quellier S., 2008. « De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation », *Altern. Economiques, L'Économie politique* n° 39 - 2008/3, pp. 21-31.
- Filippi M., 2004. « Réorganisation dans la coopérative agricole. Proximité et solidarité territoriale », *Économie Rurale*, n° 280, pp. 42-58.
- Filippi M. & Triboulet P., 2006. « Coordination des acteurs et valorisation de produits liés à l'origine. Les signes d'identification comme signes d'exclusion ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 1/2006, pp. 103-129.
- Fort F., Payroux C., Temri L., 2007. « Mode de gouvernance des signes de qualités et comportements d'innovation, une étude dans la région Languedoc-Roussillon », *Économie Rurale*, n° 302, 2007/6, pp. 23-39.
- Fourcade C., 2006. « Les systèmes agroalimentaires comme modalités collectives », *Revue française de gestion*, n° 167, pp. 183-201.
- Fourcade C., 2008. « Les dynamiques territorialisées novatrices : le cas des PME agro-alimentaires », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 2008/2, pp. 192-210.
- Grossetti M., 2004. « Concentration d'entreprises et innovation : esquisse d'une typologie des systèmes productifs locaux », *Géographie, économie, société*, n°2, pp. 163-177.
- Law J. & Hassard J., (eds), 1999. *Actor Network Theory and After*, Oxford, Blackwell, 238 p.
- Lazega E., 1998. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Éditions PUF, Que sais-je ?, 128 p.
- Le Velly R. & Brechet J. P., 2011. « Le marché comme rencontre d'activités de régulation : initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et locale de la restauration collective », *Sociologie du travail* 53, pp. 478-492.
- Lemery B., Barbier M., Chia E., 1997. « Une Recherche Action en pratique : entre production d'eau minérale et agriculture », *Etud. et Rech. Syst. Agraires Dev.*, (30), pp. 71-89.
- Magaud J. & Sugita K., 1991. « France-Japon, un produit, deux façons de faire », *Dossier du Centre d'Études et d'Emploi*, 43, 31 p.
- Moity Maizi P. & Bouche R. 2011. « Ancrage territorial et hybridation des savoir-faire au sein d'un système agroalimentaire localisé. Le cas des fromages corsés », *Économie rurale*, 2/2011, n°322, pp. 24-38.
- Mollard A. & Pecqueur B., 2007. « De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. Histoire succincte d'une recherche », *Économie rurale*, n°300, pp. 110-114.
- Muchnik J. & Chabrol D., 2011. « Consumer skills contribute to maintaining and diffusing heritage food products », *Anthropology of food*, 8, *Patrimoines alimentaires*, [http://aof.revues.org/index6847.html].
- Pecqueur B., 2006. « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés*, n°124-125, 2006/2, pp. 17-32.
- Rastoin J. L., 2008. « Les multinationales dans le système alimentaire », *Projet*, 6/2008, n°307, pp. 61-69.
- Raymond H. & Mathe J., 2011. *Une agriculture qui goûte autrement, Histoires des productions locales de l'Amérique du Nord à l'Europe*. Editions Campagne et compagnie, 211p.
- Soulard C., Compagnone C., Lemery B., 2007. « La recherche en partenariat : entre fiction et friction », *Natures Sciences Sociétés*, 15, pp. 13-22.
- Tanguy C., 2000. « Apprentissage, innovation et modification des routines organisationnelles », *Apprentissage et innovation dans l'entreprise, une approche socio-économique des connaissances*, *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. XIC, n°1, pp. 93-118.
- Teisserenc P., 1994. « Politique de développement local : la mobilisation des acteurs », *Sociétés contemporaines*, 18-19, pp. 187-213.
- Torre A., 2009. « Retour sur la notion de proximité géographique », *Géographie, économie, société*, vol. 11, 2009/1, pp. 63-75.
- Vandecandelaere E. & Touzard J. M., 2005. « Création de ressources territoriales et construction de la qualité, la route des vins », In Torre A. et Filippi M., *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Éditions Quæ, pp. 59-72.

Parcours d'auteurs



Loïc Barbedette, sociologue, a conduit des recherches-actions entre 1971 et 1981 avec des organisations populaires en milieu péri-urbain en Afrique centrale. Puis à partir de 1982, en remontant les mécanismes de l'exode rural, il a rencontré le mouvement paysan ouest-africain naissant et travaille depuis directement avec des organisations de paysans et d'éleveurs dans plusieurs pays d'Afrique. Il a co-réalisé avec des paysans et des pasteurs des recherches de terrain au Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Congo et Cameroun. Il est établi en Bretagne.

Contact

loic.barbedette@wanadoo.fr
Goascaradec - 22720 Plésidy



Alain Bonnassieux est sociologue-chercheur à l'UMR Dynamique Rurales à l'Université Toulouse II- Le Mirail depuis 2000. Avant, il a travaillé pendant près de trente ans en Afrique, notamment en Côte d'Ivoire, au Niger et au Burkina Faso principalement dans les domaines de la formation rurale et de l'alphabétisation. Après des travaux sur la pauvreté à Abidjan, il a participé à des programmes d'appui aux organisations paysannes. Depuis qu'il est à l'université, ses recherches en Afrique de l'Ouest portent sur les dynamiques associatives et les mobilités dans les espaces ruraux ainsi que l'accès à l'eau potable.

Contact

alain.bonnassieux@univ-tlse2.fr
Université de Toulouse II-Le Mirail
UMR Dynamiques Rurales, Toulouse, France



Guy Faure, sciences de gestion, est directeur adjoint de l'Unité Mixte de Recherche « Innovation et Développement » au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Il conduit des recherches sur le fonctionnement des exploitations familiales, le conseil à l'exploitation et les organisations de producteurs. Dans le souci de mener une recherche utile pour les acteurs, il revendique une posture de chercheur impliqué mobilisant des démarches de recherche-action. Il a une longue expérience en Afrique de l'Ouest en zone de savanes et en Amérique Latine en zone humide ou dans les Andes.

Contact

Guy.faire@cirad.fr
CIRAD - UMR Innovation, Montpellier, France



Sandrine Fournié, ingénieur agricole de l'École d'ingénieur de Purpan, a travaillé près de six ans en tant que chargée mission auprès de Coop de France et dans d'autres organisations en lien avec la coopération et le développement agricole et territorial. Elle a entrepris une thèse en 2010 au sein de la coopérative SICASELI - Fermes de Figeac et de l'INRA SAD, en sociologie de l'innovation portant sur la construction d'une gouvernance alimentaire territoriale.

Contact

sandrine.fournie@sicaseli.fr
SICASELI, Lacapelle Marivall
INRA - UMR Innovation, Montpellier, France



Jean-Jacques Guibert est géographe aménageur et chargé de recherche au LISST-CIEU (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires) de l'Université de Toulouse II-Le Mirail. Associé à des recherches sur la Gouvernance et le développement des villes du Sud, il enseigne dans plusieurs masters de l'Université Toulouse II-Le Mirail ou du Centre universitaire d'Albi (Aménagement territorial, Nouvelle Economie Sociale, Développement des territoires numériques) et coordonne les ateliers « Recherche -, Action - Expertise » de la MSHS de Toulouse.

Il est en outre vice-président de l'ONG Internationale ENDA Tiers -Monde (Environnement et Développement du Tiers-Monde) après y avoir exercé des postes de responsabilité pendant une trentaine d'années au Sénégal, en Colombie et au Maroc.

Contact

guibert@univ-tlse2.fr
Université Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, France



Denis Pesche est sociologue au CIRAD et directeur adjoint de l'UMR ART-Dev depuis 2011. Avant son entrée au CIRAD, il a animé pendant plus de 12 ans des réseaux d'échange et de réflexion sur les questions de coopération et les politiques de développement rural en Afrique sub-saharienne. Sa thèse porte sur le syndicalisme agricole spécialisé en France. Il travaille depuis 1992 sur les organisations du mouvement paysan en Afrique de l'Ouest. Depuis 2009, il travaille aussi sur les questions environnementales et analyse l'émergence et la diffusion de la notion de service écosystémique.

Contact

denis.pesche@cirad.fr
CIRAD - UMR ART-Dev, Montpellier, France



À l'INRA depuis 1992, **Pierre Triboulet** est ingénieur de recherche en économie à l'UMR AGIR. Ses thèmes de recherche portent sur les processus d'innovation et de gouvernance dans les filières agro-industrielles, notamment dans leurs dimensions spatiale et de mise en réseau des acteurs, avec de nombreux travaux empiriques sur les coopératives agricoles et les firmes agro-alimentaires en France. Ses travaux plus récents portent sur l'analyse des mécanismes permettant de favoriser une transition agro-écologique des filières agricoles. Avant son entrée à l'INRA, il a travaillé pendant six ans au Niger en tant que formateur dans une école professionnelle d'élevage.

Contact

Pierre.triboulet@toulouse.inra.fr
INRA - UMR AGIR, Toulouse, France

Les Ateliers de dialogue interdisciplinaires

« Recherche – Action – Expertise : regards croisés Nord – Sud »

En 2009, le Conseil scientifique du GIS Réseau national des Maisons des sciences de l'homme (RNMSH) diagnostiquait une insuffisance des relations Universités – Société : « *Les contacts avec la société civile, les milieux associatifs et syndicaux semblent rares, voire inexistant. Aucune MSH ne rapporte la mise sur pied de mécanismes de collecte d'informations ou d'échanges avec les populations locales, qui leur permettraient de saisir les besoins et d'élaborer des programmes de recherche – action.* »

La fracture entre l'Université et son environnement économique et social, et la difficulté à repenser les relations entre Université et Société, est un défi à relever dans le cadre des nouvelles dynamiques de la recherche universitaire. Il est donc paru opportun de proposer un espace de débats et d'échanges sur l'évolution des pratiques, des réflexions et des interactions entre « Recherche, Expertise et Recherche - Action », tout en portant sur cette question un regard croisé Nord-Sud.

Ce questionnement, longtemps souterrain, est aujourd'hui largement partagé tant au niveau français qu'international. Il se traduit par un certain métissage des pratiques et une porosité entre les acteurs de la recherche, de l'expertise, des politiques publiques et des organisations de la société civile et politique. Il est abordé à l'occasion d'une série d'ateliers, organisée au rythme de deux ateliers par an avec l'appui de la MSHS de Toulouse, qui a décidé d'inscrire cette activité dans le cadre de son Projet Quinquennal 2011 - 2015.

Chaque atelier s'organise autour des éléments suivants :

- choix d'un domaine d'application de la relation recherche, expertise, recherche-action, abordé de manière interdisciplinaire ;
- combinaison entre des présentations de type académique, des témoignages d'acteurs et l'évocation d'itinéraires ;
- regard comparatif Nord-Sud.

Quatre ateliers ont déjà été organisés grâce à l'implication d'une quinzaine de structures en charge de la recherche, de l'expertise et des politiques publiques dans la région Midi-Pyrénées :

- 3 novembre 2011, « Quelles relations entre experts, chercheurs et acteurs associatifs face au développement des organisations collectives d'agriculteurs dans les filières agricoles ? » (Dynamiques Rurales, INRA AGIR et LEREPS) ;
- 27 janvier 2012, « Quelles articulations entre chercheurs, experts et acteurs sociaux dans les politiques urbaines et les interventions en direction des quartiers populaires ? » (LISST-Cieuv, LRA ENSAT) ;
- 27 avril 2012. « Quelles articulations entre recherche, expertise et recherche – action dans les politiques urbaine de prévention et de sécurité ? » (LISST-Cieuv, CERP) ;
- 19 octobre 2012. « Habiter et vieillir. Une société pour tous les âges. Quelles articulations entre chercheurs, experts et acteurs sociaux dans le champ des politiques de la vieillesse ? » (CNRS LISST-Cieuv, LISST-Cers, ORSMIP, INSERM 1027).

Contact

Jean-Jacques Guibbert guibbert@univ-tlse2.fr
Site : w3.msh.univ-tlse2.fr



Cette publication fait suite à **l'Atelier de dialogue sur « les relations entre experts, chercheurs et acteurs associatifs face au développement des organisations collectives d'agriculteurs dans les filières agricoles »** qui s'est tenu le 3 novembre 2011 à Toulouse. L'objectif de l'atelier était de mettre en évidence les coopérations et les tensions entre, d'une part, les chercheurs qui sont particulièrement attentifs aux logiques sociales qui orientent les pratiques des membres des organisations et aux dynamiques qui entraînent des différenciations au sein de celles-ci et, d'autre part, les experts et/ou les praticiens dont les regards et l'action sont tournés vers l'opérationnalité des organisations à travers la production d'outils et de méthodologies visant à les renforcer. L'évocation de trajectoires de chercheurs et d'experts et/ou de praticiens du développement ayant mené de front ou alternativement ces différentes activités a permis d'approfondir les questions liées à l'évolution du positionnement d'un acteur et au passage d'une posture à l'autre. Agriculture familiale, sécurité alimentaire, circuits courts, renforcement des capacités des organisations paysannes soulignent la diversité des thèmes abordés. Les résultats présentés montrent l'importance qu'il faut accorder à la construction d'un dispositif collectif dans les démarches de recherche-action visant à résoudre des problèmes concrets rencontrés par les organisations et à favoriser les processus d'apprentissage croisés et la production de nouvelles connaissances contextualisées. Ils mettent également l'accent sur les différentes postures du chercheur et sur la place de l'expertise paysanne en soulignant que les modalités de diffusion des connaissances produites constituent une équation difficile à résoudre, que l'on soit dans une position de recherche, d'expertise ou d'accompagnement.

www.inra.fr/psdr-midi-pyrenees

